

VD.

LE GOUVERNEMENT - ROYAUME DE BELGIQUE LEGISLATION - WETGEVING - 1 -
25-01-1990
Transmis à M. Vandemeulebroeck Compromis en de H.

L. 19.510/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 1er décembre 1989, d'une demande d'avis sur :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 1 december 1989 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over :

1° un projet d'arrêté ministériel "relatif à l'habillement du personnel de la Régie des postes et à l'avis à donner par le Comité supérieur de concertation en la matière",

1° een ministerieel besluit "betreffende de kleding voor het personeel van de Regie der Posterijen en het advies te geven door het Hoog Overlegcomité aangaande deze materie",

2° un projet d'arrêté ministériel "allouant une dotation aux agents de la Régie des postes qui, en service, doivent porter l'uniforme",

2° een ministerieel besluit "tot toekenning van een dotatie aan de personeelsleden van de Regie der posterijen die tijdens hun dienst de uniform moeten dragen",

a donné le 8 janvier 1990 l'avis suivant :

heeft op 8 januari 1990 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS PREALABLES.

I.

Par sa lettre du 30 novembre 1989, le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones saisit le Conseil d'Etat, section de législation, de deux projets d'arrêtés ministériels, notamment d'"un projet d'arrêté ministériel relatif au service d'habillement de la Régie des postes et instituant un Comité syndical d'avis en matière d'habillement". Le Conseil d'Etat constate que ce dernier intitulé ne concorde pas avec l'intitulé du projet d'arrêté soumis à l'examen du Conseil d'Etat. D'ailleurs, dans une note à la Régie des postes, datée du 13 mars 1989, le Ministre écrit que "l'actuel Comité supérieur de concertation pourrait aisément reprendre (la) tâche" du Comité syndical. D'où il suit que c'est l'intitulé du projet soumis au Conseil d'Etat qui correspond à l'intention de l'auteur du projet.

II.

Au sujet du même projet, le Ministre écrit dans la lettre précitée du 30 novembre 1989 : "Ce projet étant de nature organique, je ne le joins au dossier que pour l'information complète du Conseil d'Etat".

Il ressort du texte de l'arrêté en projet que l'avis du Comité supérieur de concertation est obligatoire. Il s'agit donc d'un arrêté ayant un caractère réglementaire, qui doit être soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

.../...

EXAMEN DES TEXTES.

1. Projet d'arrêté ministériel relatif à l'habillement du personnel de la Régie des postes et à l'avis à donner par le Comité supérieur de concertation en la matière.

INTITULE.

L'intitulé pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"Arrêté ministériel relatif à l'habillement du personnel de la Régie des postes".

PREAMBULE.

Les textes visés aux alinéas 2 à 4 ne constituent pas le fondement de l'arrêté en projet et doivent donc être omis.

L'alinéa 5, devenant l'alinéa 2, doit être rédigé comme suit :

"Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation de la Régie des postes, donné le 12 septembre 1989;".

Le préambule doit être complété par l'alinéa suivant :

"Vu l'avis du Conseil d'Etat;".

DISPOSITIF.Article 1er.

A l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire :

"Le Comité supérieur de concertation de la Régie des postes ...".

Le texte néerlandais de l'article 1er doit être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

Il convient d'écrire :

"... l'arrêté ministériel du 8 mai 1962 portant règlement relatif à la gestion de la masse d'habillement du personnel de l'Administration des postes, modifié par l'arrêté ministériel du 29 mai 1970, et l'arrêté ministériel du 28 octobre 1970 habilitant ... (la suite comme au projet)".

Article 3.

Le texte néerlandais de l'article doit être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

+

Dans l'emploi des majuscules, le projet s'écarte du bon usage de la langue française. Il y a lieu d'écrire, par exemple, "Comité supérieur de concertation", "arrêté royal du ... relatif à l'organisation de la masse d'habillement ...", "arrêté ministériel" De même, dans le texte néerlandais, il faut écrire : "raad van beheer".

La même observation vaut pour le projet d'arrêté examiné ci-après.

.../...

2. Projet d'arrêté ministériel allouant une dotation aux agents de la Régie des postes qui, en service, doivent porter l'uniforme.

PREAMBULE.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er doit être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

L'alinéa 3 doit être rédigé comme suit :

"Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation de la Régie des postes, donné le 12 septembre 1989;".

Il y a lieu d'insérer un alinéa 4 rédigé comme suit :

"Vu l'avis favorable de l'inspecteur des finances, donné le 13 décembre 1989;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Il serait préférable de rédiger l'article comme suit :

"Est astreint au port de l'uniforme, tout agent de la Régie des postes, titulaire, à quelque titre que ce soit, de l'un des grades mentionnés à la colonne 3 de l'annexe au présent arrêté et exerçant les fonctions visées à la colonne 2 de la même annexe".

.../...

Article 2.

Mieux vaut écrire : "Le chef immédiat désigne ...".

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Les difficultés sont réglées ...".

Dans le même alinéa du texte français, il faut insérer les mots "des postes" après le mot "Régie".

Article 3.

La division en paragraphes ne se justifie pas.

La même observation vaut pour les articles 8, 11 et 25.

Dans l'alinéa 1er, il faut écrire : "... mentionnés à la colonne 3 de l'annexe au présent arrêté, qui cesse ...".

A la fin du même alinéa, il faut écrire, dans le texte français : "... ou de son délégué, à une fonction ...".

Le texte néerlandais du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, doit être rédigé en tenant compte de la remarque qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 4.Alinéa 1er.

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de la remarque qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 2.

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte des remarques qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.Alinéa 2.

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de la remarque qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

Dans le texte néerlandais, il est préférable de remplacer le mot "modaliteiten" par les mots "nadere regels".

.../...

Article 8.

En ce qui concerne l'alinéa 2, le Conseil d'Etat observe que dans l'article 8, § 2, de l'arrêté ministériel du 29 mai 1970 allouant une dotation en points aux agents de l'Administration des postes, qui, en service, doivent porter l'uniforme, et fixant les caractéristiques de celui-ci, dont s'inspire le présent projet, il est fait mention de "galons dorés ou argentés". On peut se demander si les mots "ou argentés" n'ont pas été omis par inadvertance.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er et de l'alinéa 2 doit être rédigé en tenant compte des remarques qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

Dans le texte français, il faut écrire "de porter le deuil".

Le texte néerlandais doit être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11.

Le texte néerlandais du paragraphe 2 doit être rédigé en tenant compte de la remarque qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 12.

Mieux vaut écrire : "L'agent ne peut pas prendre son service sans être revêtu ...".

Article 14.

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de la remarque qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15.

Il faut écrire : "... du service administratif, peut dispenser".

Article 16.

Le Conseil d'Etat relève que l'article 16 reproduit en la généralisant, l'interdiction visée dans la seconde phrase de l'article 1er de l'arrêté royal du 11 avril 1962 relatif à l'uniforme des agents de l'administration des postes. Les autres dispositions dudit arrêté ayant été implicitement abrogées par l'article 7, § 1er, de la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes, il en résulte que l'arrêté royal du 11 avril 1962 précité est entièrement abrogé. Conformément aux règles de la légistique, il est souhaitable de procéder à son abrogation expresse. Une proposition de texte sera faite ci-après.

.../...

Article 18.

Il faut écrire :

"1° à une veste en nylon, si l'agent est habilité à porter ...;

2° à un cache-poussière si l'agent est affecté ...".

Article 19.

Le texte néerlandais de l'article doit être rédigé en tenant compte de la remarque qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 22.

La disposition vise "une allocation de premier équipement de 6.670 unités".

Dans l'arrêté ministériel du 29 mai 1970 que le présent projet tend à abroger, il est fait usage de la notion de "points".

Telle qu'elle est rédigée, la disposition est incompréhensible si l'on ne définit pas la notion d'"unités". Elle doit donc être revue.

La même observation vaut pour l'article 26.

Article 23.

Le texte néerlandais de l'article doit être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 26.

A la fin de l'article, il y a lieu d'ajouter les mots "au présent arrêté".

Article 27.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire :
"Aan de beambte die met toepassing van ...".

Article 28.

Tenant compte de l'observation formulée au sujet des articles 22 et 26, l'article 28 peut être omis puisqu'une définition des unités figurera dans le texte.

Pour le surplus, il n'est pas à la connaissance du Conseil d'Etat que des mesures d'exécution d'ordre réglementaire auraient été prises en application de l'arrêté ministériel du 29 mai 1970 précité.

En conséquence, l'article 28 paraît pouvoir être omis.

.../...

Article 29.

L'article doit être rédigé comme suit :

"Sont abrogés :

- 1° l'arrêté royal du 11 avril 1962 relatif à l'uniforme des agents de l'administration des postes;
- 2° l'arrêté ministériel du 29 mai 1970 allouant une dotation en points aux agents de l'administration des postes qui, en service, doivent porter l'uniforme, et fixant les caractéristiques de celui-ci, modifié par les arrêtés ministériels du 8 juin 1971, du 1er septembre 1971, du 22 juin 1972, du 22 août 1972, du 19 octobre 1973, du 21 octobre 1974 et du 14 mai 1980".

Article 30.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est dérogé au délai normal d'entrée en vigueur des arrêtés.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

I.

Met zijn brief van 30 november 1989 verzoekt de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie de Raad van State, afdeling wetgeving, advies uit te brengen over twee ontwerpen van ministeriële besluiten, inzonderheid over "een ontwerp van ministerieel besluit betreffende de kledingsdienst van de Regie der Posterijen en tot instelling van een syndicale raad van advies inzake kleding". De Raad van State stelt vast dat dit laatste opschrift niet overeenstemt met het opschrift van het ontwerp-besluit dat hem voor onderzoek is voorgelegd. In een nota aan de Regie der Posterijen d.d. 13 maart 1989 schrijft de Minister trouwens dat het huidige hoog overlegcomité gemakkelijk de taak van de syndicale raad zou kunnen overnemen. Daaruit volgt dat het wel degelijk het opschrift van het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp is dat beantwoordt aan de bedoeling van de steller van het ontwerp.

II.

Met betrekking tot hetzelfde ontwerp schrijft de Minister in de voormelde brief van 30 november 1989 dat aanzien het ontwerp van organieke aard is, hij het alleen maar bij het dossier voegt om de Raad van State volledig te informeren.

.../...

Blijkens de tekst van het ontworpen besluit is het advies van het hoog overlegcomité bindend. Het gaat dus om een "reglementair besluit" dat om advies moet worden voorgelegd aan de Raad van State.

ONDERZOEK VAN DE TEKSTEN.

1. Ontwerp van ministerieel besluit betreffende de kleding voor het personeel van de Regie der Posterijen en het advies te geven door het Hoog Overlegcomité aangaande deze materie.

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou eenvoudiger geredigeerd kunnen worden als volgt :

"Ministerieel besluit betreffende de kleding van het personeel van de Regie der Posterijen".

AANHEF.

De teksten waarnaar verwezen wordt in het tweede tot vierde lid leveren niet de rechtsgrond op voor het ontworpen besluit en moeten bijgevolg vervallen.

Het vijfde lid, dat het tweede lid wordt, moet als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Gelet op het met redenen omklede advies van het Hoog Overlegcomité van de Regie der Posterijen van 12 september 1989;".

De aanhef moet worden aangevuld met het volgende lid :

"Gelet op het advies van de Raad van State;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het artikel zou als volgt gesteld moeten worden :

"Het Hoog Overlegcomité van de Regie der Posterijen brengt een advies uit omtrent alle vragen in verband met het uniform die aan dat Comité worden voorgelegd door de Minister die de Regie beheert.

Het advies van het Comité dient te worden gevraagd omtrent : de algemene beschrijving van de kleding, de eventuele wijzigingen die in het uniform worden aangebracht, de periodiciteit van de bestellingen en de maximum- en minimumhoeveelheden vermeld op de bestelbons.

Het advies mag ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 2.

Men schrijve :

"... het ministerieel besluit van 8 mei 1962 houdende het reglement betreffende het beheer van het kledingsfonds voor de personeelsleden van het Bestuur der Posterijen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 29 mei 1970, en het ministerieel besluit van 28 oktober 1970 waarbij ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 3.

In de Nederlandse tekst van artikel 3 schrijven men : "Dit besluit treedt in werking op ...".

+

Wat het gebruik van hoofdletters betreft wijkt het ontwerp af van wat gebruikelijk is in het Frans. Men schrijve, bij voorbeeld, "Comité supérieur de concertation", "arrêté royal du ... relatif à l'organisation de la masse d'habillement ...", "arrêté ministériel" ... Eveneens schrijven men in de Nederlandse tekst "raad van beheer".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontwerp-besluit dat hierna wordt onderzocht.

.../...

2. Ontwerp van ministerieel besluit tot toekenning van een dotatie aan de personeelsleden van de Regie der Posterijen die tijdens hun dienst de uniform moeten dragen.

AANHEF.

Het eerste lid zou als volgt gesteld moeten worden :

"Gelet op de wet van 7 juli 1971 betreffende de oprichting van de Regie der Posterijen, inzonderheid op artikel 7;".

Het derde lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op het met redenen omklede advies van het Hoog Overlegcomité van de Regie der Posterijen van 12 september 1989;".

Er dient een als volgt geredigeerd vierde lid te worden ingevoegd :

"Gelet op het gunstige advies van de inspecteur van financiën van 13 december 1989;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het zou verkieslijk zijn het artikel als volgt te redigeren :

"De uniform moet gedragen worden door iedere beambte van de Regie der Posterijen die, in welke hoedanigheid dan ook bekleed is met een van de graden vermeld in kolom 3 van de bijlage bij dit besluit en die de functie uitoefent bedoeld in kolom 2 van dezelfde bijlage".

.../...

Artikel 2.

Men schrijve : "De onmiddellijke chef wijst de beambten aan die ...".

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De moeilijkheden worden geregeld door ...".

In de Franse tekst van hetzelfde lid dienen de woorden "des postes" ingevoegd te worden na het woord "Régie".

Artikel 3.

Er is geen grond om het artikel in paragrafen in te delen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 8, 11 en 25.

In het eerste lid schrijve men : "In afwijking van artikel 1 wordt de beambte die bekleed is met een van de graden vermeld in kolom 3 van de bijlage bij dit besluit, gemachtigd ...".

Aan het slot van hetzelfde lid schrijve men in de Franse tekst : "... ou de son délégué, à une fonction ...".

In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men "ten gevolge van" in plaats van "ingevolge".

.../...

Artikel 4.Eerste_lid.

Men schrijve "met toepassing van" in plaats van "bij toepassing van" alsook "aanstelling" in plaats van "affectatie".

Tweede_lid.

Men schrijve respectievelijk "afzien van" en "af te zien van" in plaats van "verzaken aan" en "te verzaken aan".

Artikel 5.Tweede_lid.

Men schrijve "... het hele gamma van kledingstukken en de waarde ervan".

Artikel 6.

Het zou beter zijn het woord "modaliteiten" te vervangen door de woorden "nadere regels".

Artikel 8.

Wat het tweede lid betreft, merkt de Raad van State op dat in artikel 8, § 2, van het ministerieel besluit van 29 mei 1970 tot toekenning van een puntendotatie aan de

personeelsleden van het Bestuur der Posterijen die tijdens hun dienst een uniform moeten dragen en tot vaststelling van de karakteristieken van deze uniformen, dat als voorbeeld dient voor het onderhavige ontwerp, sprake is van "door goud- of zilveragekleurde biesjes". Het is de vraag of de woorden "of zilver" al dan niet bij vergissing zijn komen te vervallen.

Bovendien dient in het eerste lid het woord "canadese" met een hoofdletter te worden geschreven en behoren in het tweede lid de woorden "goud gekleurde" aan elkaar te worden geschreven.

Artikel 10.

In de Franse tekst schrijve men : "de porter le deuil".

In de Nederlandse tekst schrijve men : "De beambte mag de rouw aannemen".

Artikel 11.

Paragraaf 2. Men schrijve "met toepassing van "in plaats van "bij toepassing van".

Artikel 12.

Men schrijve : "De beambte mag zijn dienst niet beginnen zonder gekleed te zijn ...".

.../...

Artikel 14.

Men schrijve : "de behoeften van de dienst" in plaats van "de dienstplichtigheden".

Artikel 15.

Men schrijve : "... na eensluidend advies van de administratieve dienst, de beambte vrijstellen ...".

Artikel 16.

De Raad van State doet opmerken dat artikel 16 het verbod, bedoeld in de tweede volzin van artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 april 1962 betreffende de uniform van de personeelsleden van het Bestuur der Posterijen, overneemt, doch het tevens verruimt. Aangezien de overige bepalingen van het genoemde besluit impliciet opgeheven zijn bij artikel 7, § 1, van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen, volgt daaruit dat het voormelde koninklijk besluit van 11 april 1962 in zijn geheel opgeheven wordt. Overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek is het wenselijk het besluit uitdrukkelijk op te heffen. Een tekstvoorstel volgt hieronder.

Artikel 18.

Men schrijve :

"De beambte die voor de eerste maal aangewezen wordt voor een functie waarvoor het dragen van de uniform verplicht is, heeft recht op een kepie of een hoedje, alsook op :

.../...

1° een nylon regenjasje, indien de beambte vanwege de uitgeoefende functie gemachtigd is ...;

2° een stofjas, indien de beambte tewerkgesteld is ...".

Artikel 19.

Men schrijve : "de kalenderjaren" in plaats van "de burgerlijke jaren". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 22.

Artikel 22.

In de bepaling is sprake van "een toelage voor eerste uitrusting ...; 6.670 eenheden".

In het ministerieel besluit van 29 mei 1970 dat door het onderhavige ontwerp zou worden opgeheven, wordt gewerkt met het begrip "punten".

In de huidige redactie is de bepaling onbegrijpelijk als het begrip "eenheden" niet omschreven wordt. De bepaling moet dus worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 26.

Artikel 23.

Men schrijve : "Om de toelage voor eerste uitrusting te kunnen genieten moet ...".

.../...

Artikel 26.

Aan het slot van het artikel moeten de woorden "bij dit besluit" toegevoegd worden.

Artikel 27.

In de Nederlandse tekst schrijve men : "Aan de beambte die met toepassing van ...".

Artikel 28.

Gelet op de opmerking bij de artikelen 22 en 26, kan artikel 28 achterwege blijven, aangezien een omschrijving van de eenheden in de tekst zal voorkomen.

Voor het overige zijn de Raad van State geen uitvoeringsmaatregelen van verordenende aard bekend die genomen zouden zijn met toepassing van het voormelde ministerieel besluit van 29 mei 1970.

Artikel 28 lijkt bijgevolg te kunnen vervallen.

Artikel 29.

Het artikel moet als volgt geredigeerd worden :

"Opgeheven worden :

.../..

- 1° het koninklijk besluit van 11 april 1962 betreffende de uniform van de personeelsleden van het Bestuur der Posterijen;
- 2° het ministerieel besluit van 29 mei 1970 tot toekenning van een puntendotatie aan de personeelsleden van het Bestuur der Posterijen die tijdens hun dienst een uniform moeten dragen en tot vaststelling van de karakteristieken van deze uniformen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 8 juni 1971, 1 september 1971, 22 juni 1972, 22 augustus 1972, 19 oktober 1973, 21 oktober 1974 en 14 mei 1980".

Artikel 30.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom wordt afgeweken van de normale termijn van inwerkingtreding van de besluiten.

La chambre était composée de

Messieurs : P. FINCOEUR,
de Heren :

C.- L. CLOSSET,
R. ANDERSEN,

C. DESCHAMPS,

P. GOTHOT,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. FINCOEUR.